

Les non-dits fondamentaux de la réforme des retraites

Posté le : 20 février 2023 11:48 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique, sécurité sociale

Certains journaux ont fini par se rendre compte que pour éviter de braquer les manifestants contre la réforme des retraites, ils avaient cessé de dire la vérité et mis sous le tapis nombre de constats essentiels qui délégitimaient les arguments avancés frénétiquement par les opposants à la réforme.

Très timidement, ils ont tenté au moins de revenir à un minimum de vérité sur certaines affirmations incendiaires mais fausses de façon tellement outrancière qu'elles devenaient contre-productives pour les tenants du maintien du système actuel.

Pour un esprit dégagé de tout engagement partisan sur la question, il serait juste d'affirmer que tout est faux dans la réclamation exigeant le statu quo ou le retour au départ à soixante ans. Tout !

Première erreur majeure : le but du système de retraite n'est pas un droit au farniente mais un système permettant aux personnes ne pouvant plus travailler du fait de leur âge de conserver des ressources. La retraite est un système de sécurité sociale, au même titre que le secours en cas de maladie ou d'invalidité ou de chômage. Quand on ne peut plus travailler et que l'âge vous prive de ressources, il faut le relais d'un système de prévoyance. Pas quand on ne veut plus !

Seconde erreur majeure : le financement n'est pas la question principale. Augmenter le temps où une personne est capable d'être actif et peut s'occuper elle-même de son revenu et celui de sa famille est un objectif politique central, afin de réduire la période d'assistance et son coût. **Le premier indicateur critique pour un système d'assistance au handicap économique de l'âge est le temps passé en bonne santé à pouvoir travailler et donc à ne pas avoir besoin de secours.** En un mot, les actes premiers qui conditionnent un système de retraite sont ceux de la santé publique, du chômage, de la sécurité au travail, de l'alcoolisme et des drogues, etc.

On comprend immédiatement cette question lorsqu'on regarde les accidents de la route. On était sur une croissance de la mortalité sur les routes terrifiantes. On avait passé les 10 000 morts, puis les 12. On pensait bientôt atteindre les 20 000. Cela impliquait des budgets hospitaliers faramineux et un essor des coûts d'assurances totalement impossible à financer.

On aurait pu, comme on le fait pour les retraites, engager des polémiques sur le financement juste, évidemment juste, de cette hausse des coûts, en exigeant que ce soit les riches qui paient, que les petits ne supportent pas de hausse, que plus la voiture était grosse plus les frais d'assurance devaient être sur majorés, que les femmes et les trans devaient avoir des avantages, que les fonctionnaires devaient disposer de privilèges etc. Ce genre de débat ne débouche que sur des sottises démagogiques et des injustices criantes.

On a préféré mener une politique de diminution des accidents en changeant la structure des voitures pour que l'énergie du choc se dissipe ailleurs que dans le corps des passagers, pour qu'elles soient plus sûres en tenue de route, tout en réduisant la vitesse et en améliorant le réseau routier, avec d'abord une extension des autoroutes, beaucoup plus sûres que les routes nationales et départementales. On a agi sur l'alcool au volant puis sur les différentes addictions, avec les lacunes

qu'une affaire récente a bien soulignées. Bref, on a augmenté le temps disponible en bonne santé. Au passage on a réduit le besoin d'aide au moment des retraites.

C'est évidemment la bonne solution : **réduire le besoin d'abord, penser au financement après**. Et nous avons fait dans la prévention des décès et des usures physiques prématurés des progrès fondamentaux. Au lieu de dire : j'ai fait un travail qui m'a dézingué donc je dois partir tôt, il faut plutôt affirmer : supprimons les travaux qui vous dézinguent. Ce qui a été largement été fait dans la durée avec des résultats considérables.

Les ouvriers agricoles mouraient extrêmement tôt, encore dans les années cinquante. Pour avoir connu la vie à la ferme dans les environs de Paris entre 47 et 57, l'affaire est vite dite. Les ouvriers agricoles couchaient dans les granges et se lavaient au puit. Ils n'avaient guère plus que leur pantalon, leur chemise, leurs sabots et leur casquette en dehors d'une valise en carton pour les habits du dimanche. L'alcool était omniprésent. Peu atteignaient 60 ans. Le fermier lui-même est mort à soixante-trois ans. À cinquante ans tout ce petit monde en paraissait, aux normes d'aujourd'hui, plus de 70. Tout cela a quasiment disparu sauf dans des endroits hyperattardés devenus extrêmement rares. D'abord l'agriculture a vu ses effectifs fondre et ensuite la mécanisation, l'éducation, une meilleure hygiène a fait progresser et le niveau de vie et la durée de vie. La typhoïde, la tuberculose et les infections alimentaires qui dévastaient ont baissé dans des proportions inouïes.

Il s'est passé exactement la même chose dans tous les métiers industriels La politique de prévention des accidents du travail a été drastique. Toutes les tâches pénibles ont été facilitées et leur mode d'organisation changé afin qu'elles n'altèrent pas la santé des ouvriers. Horaires, pauses, cadencement, substitution de la machine et robotisation, ont eu un effet radical. Dès les années soixante-dix, on trouvait à Sochaux, des ouvriers lisant assis dans des pneus le vendredi parce qu'ils avaient déjà fini la tâche assignée. Et les générations qui ont commencé à travailler dans ces années-là n'ont pas connu de mortalité précoce.

Le secteur du bâtiment a connu exactement les mêmes évolutions et les mêmes résultats.

Quant aux postes tertiaires, ils n'ont jamais présenté que le risque de la sédentarité.

Une population rajeunie et plus riche, s'organisant mieux, a réussi des prodiges qui ont autorisé des vies plus longues en bonne santé, réduisant le besoin de secours précoce pour compenser l'impossibilité de travailler dues au vieillissement, et, en prime, les pensions ont été revalorisées.

Évidemment, c'est ce qu'il faut s'acharner à améliorer encore.

Face à ces évolutions très bénéfiques, la démagogie du Programme commun, chef-d'œuvre de démagogie infâme pour faire élire M. Mitterrand, a été totalement absurde et contre-productive. La retraite à 65 devenait de plus en plus facile à atteindre et avec des pensions améliorées. Il fallait continuer dans ce sens en attendant que de nouveaux progrès permettent de passer à 66 ou 67 ans **avec satisfaction**.

Au lieu de cela, au nom d'un socialisme ravalé à un électoralisme démagogique et pervers, on a détruit la croissance et la natalité, poussé à mort les dépenses et la fiscalité, abandonné notre indépendance, au moment où la fin des accords de Bretton Woods rétablissait les crises financières à répétition, que l'Euro poussait à la stagnation et où l'OMC ouverte aux Chinois détruisait notre classe moyenne ! Les grèves de 96 ont déjà été le témoin des effets du cocktail tragique « crises mondiales à répétition », « mesures socialistes démagogiques ». Celles du jour en sont la suite évidente

Pire encore, un certain nombre de changements dans l'organisation du travail a remis en cause les acquis de l'après-guerre, en matière de santé. Les jeunes noirs souvent drogués qui livrent des plats le soir à vélos pour satisfaire des bobos qui ne peuvent plus sortir de chez eux à cause des blocages

de Mme Hidalgo ne se préparent pas une retraite heureuse !

Du coup les débats deviennent forcément mensongers.

La pénibilité n'a pas à être prise en compte dans l'âge de la retraite. Elle n'a été prise en compte dans le débat uniquement pour permettre de garantir à certains salariés du secteur public qu'ils pourraient garder leur privilège d'un autre temps. Depuis plus d'un demi-siècle on ne met plus de charbon à la main dans la chaudière des locomotives, et les durées et conditions de travail des cheminots ont été extrêmement « adaptées ». On voit des conducteurs de plus de 60 ans sur toutes les lignes qui ne sont plus exclusivement gérées par la SNCF, sans que cela ne scandalise personne. C'est plutôt la marque d'un progrès formidable dans les conditions de travail ferroviaire qui devrait être célébré comme tel.

De même il est parfaitement scandaleux de considérer qu'un jeune qui ne veut ou ne peut pas faire d'études et qui commence à travailler tôt doit avoir un avantage par rapport à un jeune qui a la capacité de faire des études longues et qui va contribuer plus à la croissance économique, sociale, médicale, au prix d'un sacrifice de revenu. 63 ans de cotisation entraînent pour la plupart de diplômés un départ à 67 et plus sans que cela ne trouble personne. Les intervenants qui pleurent sur les carrières longues au prétexte que, eux, travaillent au sec dans des bureaux font de la démagogie à trois balles. Ils ne savent même pas les conditions qui prévalent désormais dans les usines (qui ont presque disparu) ou sur les chantiers.

Les incroyables avantages de la fonction publique ne sont pas liés à une justice quelconque, mais au fait que la haute fonction publique n'a pas voulu s'accrocher au régime général de la sécurité sociale après-guerre.

De même l'ouverture de droits à un financement de leur inactivité de grand âge aux parents d'immigrés venus par le regroupement familial est une mesure démagogique pure qui ne s'inscrit dans aucune doctrine rationnelle de la retraite.

Quant aux carrières hachées, dans la pratique, elles sont mises en avant surtout pour les femmes qui doivent en effet porter des enfants et s'absenter à ce titre. Avoir tué l'institution du mariage et les pensions de réversion a créé un problème insoluble qui aggrave la tentation de ne plus faire d'enfants. Ce n'est pas par les mécanismes de financement de la retraite qu'on résoudra cette question. Mais par une politique familiale.

Mener une vraie politique de gestion de la retraite, c'est mettre fin aux crises périodiques, rétablir l'équilibre des échanges avec les pays à bas salaires, augmenter la durée de travail en bonne santé, éviter de distribuer des subsides au monde entier, réduire le trop-plein de dépenses sociales, éviter la mort programme de l'économie par les éco-irresponsables, sortir du socialisme, rétablir la natalité et s'enchanter de voir que l'amélioration des conditions de travail permet de travailler plus longtemps.

Si des particuliers souhaitent à titre personnel cesser de travailler tôt, soit. Qu'ils s'organisent pour cela ! Si des groupes veulent cesser de travailler tôt : d'accord mais qu'ils en assument eux-mêmes les frais. Si collectivement, les citoyens souhaitent passer de longues périodes sans travailler en fin de vie, qu'ils vérifient d'abord que cette ambition est financée par leurs cotisations sans affaiblir les entreprises. Après tout si les cheminots veulent payer 75 % de leurs salaires en cotisation retraite pour partir à 50 ans, pourquoi pas. L'important reste que les bénéficiaires soient les payeurs.

Il est clair qu'on ne verra jamais un Macron, ou n'importe quel leader, tenir ce même langage.

À force de se crisper sur les moyens de faire cracher le voisin pour son propre avantage, le Français né malin, en prend plein la poire et va se retrouver dans des tourments qu'il n'imagine même pas.

Quant aux grands médias à force de pleurnicher avec les abusifs, ils ne grandissent pas le débat et font tout pour obscurcir l'avenir des Français, qui depuis 1981 est entré dans une phase d'appauvrissement relatif et de reculs économiques, le pire cadre pour gérer bien la période où l'âge ne vous permet plus de satisfaire par le travail vos besoins.

Il n'y a pas de tiers-mondisation heureuse.